ASSEMBLÉE NATIONALE

11 juillet 2014

ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT - (N° 1994)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° AS176

présenté par

Mme Massonneau, M. Cavard et M. Roumegas

ARTICLE 35

Après le mot :

« âgée »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 2 :

« soit son aidant familial, à savoir son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle elle a conclu un pacte civil de solidarité, son ascendant, son descendant ou son collatéral jusqu'au quatrième degré ou l'ascendant, le descendant ou le collatéral jusqu'au quatrième degré de l'autre membre du couple, soit un allié ou une personne résidant avec elle ou entretenant avec elle des liens étroits et stables, qui lui vient en aide de manière régulière à titre non professionnel pour accomplir tout ou partie des activités de la vie quotidienne. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 35 est une réelle avancée dans la reconnaissance du rôle des aidants.

80% des personnes qui viennent en aide à une personne âgée sont issus de la famille et sont donc des aidants familiaux. Il convient donc de maintenir l'élargissement aux personnes qui viennent en aide de manière régulière à une personne âgée sans nier la présence des aidants familiaux, en les mentionnant alors explicitement.

Cet amendement propose également de ne pas limiter l'aide apportée aux actes de la vie quotidienne, trop souvent compris comme les seuls actes essentiels (se lever, s'habiller, boire et manger, se laver et aller aux toilettes, se déplacer dans le logement), mais de l'élargir à l'ensemble des activités de la vie quotidienne afin d'y inclure des aides telles que la surveillance, l'aide aux démarches administratives, l'accompagnement aux rendez-vous médicaux, etc.